

OEUVRES COMPLÈTES

DE

SIR WALTER SCOTT,

Complément.

TOME XII.

VIE DE NAPOLEON.



LIÈGE,

IMPRIMERIE DE FR. LEMARIÉ, LIBRAIRE,
PRÈS L'HÔTEL-DE-VILLE, N^o. 81.

M DCCC XXVII.

Nota. *L'astérisque * sans parenthèses indique les notes nouvelles placées à la fin du volume.*

— *Les tomes 1 et 2 renfermant le Tableau de la Révolution française paraîtront immédiatement après la publication de la Vie de Napoléon.*

(ED. DE LIÉGE.)

Page 4, ligne 32. Le commandant de Soissons, qui aurait dû tenir jusqu'à la dernière extrémité, avait eu le tort de se laisser persuader par les généraux ennemis qu'il n'avait rien de mieux à faire que de capituler. La prise de cette place influa sur les événemens si rapides de cette mémorable campagne. — Par ses manœuvres habiles Napoléon avait resserré l'ennemi de tous côtés; il se croit perdu; mais dans ce moment critique les pontons levés s'abaissent devant l'armée prussienne étonnée. Le passage inespéré la sauve (voyez *Mon. de 1814*); pages 170 et 174).

Page 6, ligne 6. Les Russes furent forcés de se retirer à Craonne, où la victoire disputée une grande partie de la journée, resta aux Français. Les Russes furent poursuivis jusqu'à la grande route de Soissons.

Page 10, avant-dernière ligne. « Cependant, dit M. Fain, dans son *Manuscrit de 1814*, après les plaintes viennent les explications; bientôt les sentimens que Napoléon a toujours portés à son aide-de-camp prennent le dessus, et ce n'est plus qu'un maître en l'art de la guerre qui relève les fautes d'un de ses élèves de prédilection: Napoléon finit par le retenir à dîner. »

Page 11, dernière ligne. Voici ce que M. Fain, témoin oculaire, rapporte de l'activité incroyable de Napoléon à cette époque. « Chaque semaine un auditeur du conseil d'état lui apportait le travail de Paris: quelles que fussent les fatigues de la guerre et la gravité des circonstances, il voyait tout, pourvoyait à tout, et jusqu'alors il avait pu suffire aussi-bien aux affaires de l'intérieur qu'à celles de l'armée. »

Page 12, ligne 3. Cependant il obtint un succès à Reims. Le duc de Reggio et le général Gérard de leur côté, avec une poignée de soldats, soutinrent vaillamment les attaques multipliées des corps nombreux qui leur étaient opposés.

Page 14, ligne 20. Ajoutons à la note de l'éditeur de Paris le passage suivant, que nous empruntons aussi à M. Fain. « L'échec éprouvé par Saint-Priest et le séjour de Napoléon à Reims ont encore ajouté à l'indécision des généraux ennemis. Ils avaient d'abord fait dire à leur avant-garde de s'arrêter; ils lui avaient ensuite ordonné de se replier sur Nogent et Villenoxe. La nouvelle que Napoléon revenait sur la Seine, et qu'il était à Epernay, avait converti soudain ce premier mouvement en une retraite générale. Platoff, qui était à Sezanne avec tous ses cosaques, était revenu le 17 sur Arcis; les ponts de Nogent avaient été levés précipitamment; le grand quartier-général des alliés s'était repêché sur Troyes; les gros bagages avaient reculé plus loin. Il était même question chez l'ennemi de se retirer jusqu'à Bar, etc. »

Page 16, ligne 13. M. de Pradt, qui a joué un rôle important dans les conciliabules de cette époque, a fait des révélations précieuses dans sa brochure sur la restauration: « Les alliés, dit-il, se sentant sur un terrain tout neuf, au milieu d'éléments absolument inconnus, désiraient s'appuyer des connaissances des personnes qu'ils supposaient être les mieux informées de l'état intérieur de la France. MM. de Talleyrand et de Dalberg avaient fixé leur attention d'une manière plus particulière.... « Quelque peu de titres que je puisse avoir à partager cet honneur, il m'avait été accordé. » *On avait poussé l'attention jusqu'à pouvoir à notre avenir, s'il eût été compromis par les événemens... Nos réunions avec les personnes ci-dessus citées continuaient toujours, et souvent plusieurs fois par jour. Le congrès de Châtillon était notre fléau. Nous n'avons pas laissé passer un jour sans miner, sans ébranler la domination de l'empereur, et sans chercher ce qu'il fallait lui susciter au jour de sa chute. Les armées françaises se trouvaient interposées entre Paris et les alliés, les communications avec eux étaient de la plus extrême difficulté. Le*

premier qui ait triomphé des obstacles fut M. de Vitrolles, et c'est par lui que les ministres des grandes puissances commencèrent à acquérir des connaissances positives sur l'état des affaires intérieures, qu'ils ignoraient tout-à-fait. »

Sir Robert Wilson, détaché alors par le gouvernement anglais au quartier-général des alliés, s'accorde avec M. de Pradt. « Les alliés, dit-il, se trouvaient dans un cercle vicieux, d'où il leur était impossible de se tirer, si la défection ne fût venue à leur secours. Ils étaient hors d'état d'assurer leur retraite, et cependant obligés de s'y déterminer. Cette défection favorable à leur cause, et qui, à ce que l'on croit, était préparée de longue main, fut consommée au moment même où les succès de Bonaparte semblaient hors du pouvoir de la fortune; et le mouvement sur Saint-Dizier, qui devait lui assurer l'empire, lui fit perdre la couronne. »

Page 17, ligne 11. « L'empereur d'Autriche, dit sir Robert Wilson, avait été forcé de s'enfuir avec un gentilhomme et un domestique, dans un droska allemand, et d'aller se mettre en sûreté à Dijon, où il était resté trente heures réellement prisonnier. »

Page 18, dernière ligne. « Napoléon, dit M. Fain, court personnellement de grands risques. Enveloppé dans le tourbillon des charges de cavalerie, il ne se dégage qu'en mettant l'épée à la main. A diverses reprises il combat à la tête de son escorte; et loin d'éviter les dangers, il semble au contraire les braver. Un obus tombe à ses pieds; il attend le coup, et bientôt disparaît dans un nuage de poussière et de fumée: on le croit perdu; il se relève, se jette sur un autre cheval, et va de nouveau se placer sous le feu des batteries!.... La mort ne veut pas de lui. »

Page 20, dernière ligne. Cette retraite de Napoléon a été justement admirée par tous les tacticiens, qui ont dû avouer que ce grand capitaine entendait aussi-bien cette partie importante de la science militaire que l'art de gagner des batailles.

Page 22, ligne 27. « Les chefs les plus prudents des alliés, dit M. Fain, craignant une *Vendée impériale*, avaient parlé de se retirer sur le Rhin. »

Page 25, ligne 11. « Le départ de l'impératrice et de son fils avait mis le comble au découragement; et par suite de ce brusque départ, qui avait entraîné les ministres et les principaux chefs du gouvernement, tout était resté dans le désaccord et la confusion. A la vue de l'ennemi, le riche avait pensé à capituler, et le pauvre à combattre; les ouvriers avaient demandé des armes, et n'avaient pu en obtenir. » Fain, *Manuscrit de 1814*. Cette dernière circonstance n'indique-t-elle pas une trahison, ou au moins une coupable indifférence de la part de ceux qui restaient alors à la tête du gouvernement impérial?

Page 35, ligne 13. On voit dans le *Manuscrit de 1814*, que Napoléon, au milieu de ses autres embarras, ne perdait pas de vue la rive gauche de la Seine, et qu'il voulait manœuvrer de manière à rester toujours maître de revenir sur Paris par cette route. Il aurait effectué ce projet, sans le système organisé de trahison que nous avons développé plus haut.

Page 38, ligne 29. Ce passage, un peu déclamatoire, n'est pas d'une exactitude rigoureuse; dira-t-on que c'est le commerce de Londres qui, pour obtenir le monopole général, a fomenté les guerres que le cabinet de Saint-James a si long-temps excitées sur le continent? Cette manière de raisonner s'éloignerait trop de la bonne foi.

Page 45, ligne 22. Cette poignée de braves avait à lutter contre cent mille hommes. Nous renvoyons aux détails qui se trouvent dans le texte, page 76.

Page 47, ligne 16. On n'admettait à l'école polytechnique que des jeunes gens de seize à vingt ans; mais le jour de la prise de Paris, de jeunes élèves des lycées suivirent le noble exemple que leur donnaient leurs aînés.

Page 53, ligne 23. Douze mille cadavres des al-

liés restèrent dans les fossés de Paris; la résistance fut grande et terrible. On n'oubliera pas ces belles paroles d'un grenadier mourant: « *Ah! ils sont trop...* Cette résistance multipliait les obstacles à tel point, dit M. de Beauchamp, qu'on ne soupçonnera guère de partialité pour les Français, qu'il devenait douteux qu'on pût s'emparer dans la journée des hauteurs qui dominant Paris; dès lors tout devenait problématique, car l'approche subite de Napoléon, au centre de tant de ressources, pouvait changer en un moment l'état de la guerre. » Mais la trahison avait aplani toutes les difficultés. « La garde nationale manquait d'armes: les chefs en firent demander au duc de Feltre qui répondit qu'il n'y en avait pas; cependant quand les troupes alliées furent entrées dans la capitale, elles en trouvèrent des magasins considérables. Les munitions manquèrent aux Français: ils en demandèrent à grands cris; on leur envoya des boulets, mais ils n'étaient pas de calibre; des cartouches; c'étaient des cartouches de cendres!» (Extrait des Mémoires sur Napoléon.)

Page 56, ligne 23. La note que nous avons faite plus haut sur la page 16 donne des éclaircissemens précieux sur les manœuvres du parti royaliste. Ajoutons encore ici cette phrase de l'abbé de Pradt, tirée de sa brochure sur la restauration: « Les alliés étaient devant Paris, et l'approche de ce moment suprême ne nous avait pas trouvés endormis.... Le jour de l'attaque, je courus chez M. de Talleyrand; je trouvai chez lui le duc de Plaisance et le baron Louis. »

Page 58, ligne 20. Nous engageons les lecteurs à revoir la note que nous avons donnée sur M. de Pradt, tome IX, page 217.

Page 62, ligne 22. Cela n'est pas sûr; les alliés auraient peut-être trouvé leur tombeau sous les murs de Paris, surtout si Napoléon avait pu arriver quelques heures plus tôt.

Page 66, ligne 10. Personne n'ignore comment on

parvient, dans un grand bouleversement politique, à créer un enthousiasme plus ou moins factice, et à mettre dans la bouche de la populace d'une grande capitale les cris que les meneurs veulent faire entendre.

Page 72, ligne 5. Ces couleurs n'étaient pas si extravagantes: ces bulletins témoignaient de la valeur de l'armée française qui avait résisté à des forces si disproportionnées, et ils étaient faits en outre pour soutenir et ranimer le courage chancelant.

Page 73, ligne 27. Le *Manuscrit de 1814* renferme des détails très-précieux sur cette péripétie de la grande tragédie dont la France était alors le théâtre. — Nous regrettons de ne pouvoir en rapporter qu'une partie (*).

(*) « Napoléon connaissait les inquiétudes auxquelles on s'abandonnait. Décidé à combattre à outrance, il n'a plus de temps à perdre; il veut porter un coup décisif, et ce ne peut être qu'en risquant le tout pour le tout. — Il faut d'abord sauver Paris: l'ennemi peut y être le 20 mars. C'est donc sur Schwartzenberg qu'il faut marcher. Mais on a besoin d'un avantage signalé, et ce n'est pas en attaquant de front qu'on pourra l'obtenir; l'armée française est maintenant trop peu nombreuse: c'est en queue qu'il faut aller prendre les Autrichiens. Cette manœuvre offre la chance de jeter le désordre dans l'arrière-garde ennemie, de faire des prises importantes, de déranger les combinaisons de l'attaque principale, et de placer les souverains alliés au cœur de la France dans une position faite pour les inquiéter. Au pis aller notre retraite pourra toujours se faire sur les places de la Lorraine. — Les ducs de Trévise et de Raguse doivent s'entendre pour *disputer pied à pied* le chemin de la capitale.... Tout confirme donc Napoléon qu'il va tomber sur l'arrière-garde et sur les bagages de l'ennemi. Les alliés allaient être séparés de leur parc d'artillerie et de toutes leurs munitions.... — Après l'affaire d'Arcis, Napoléon abandonne la route de Paris, et fait sa retraite par les chemins de traverse qui conduisent du côté de Vitry-le-Français et de la Lorraine. — L'armée française est séparée de la capitale: les avenues en sont ouvertes à l'ennemi, mais aura-t-il la confiance d'y marcher? Le parti que prend Napoléon menace toujours les communications des alliés, et va allumer un fatal incendie sur leurs derrières: s'ils donnent à cette manœuvre hardie l'attention qu'elle mérite, Paris n'aura rien à craindre. Déjà

Page 77, ligne 18. On a pu voir, par les notes précédentes, puisées à des sources fidèles, que Napoléon ne cessa jamais de désirer la continuation des négociations de Châtillon; mais les alliés ne les prolongèrent qu'aussi long-temps qu'ils les crurent utiles à leur intérêt.

Page 79, ligne 25. « M. de Talleyrand, dit M. Fain, aurait dû suivre l'impératrice sur la Loire, il en avait reçu l'ordre; mais il s'était fait arrêter à la barrière et ramener dans Paris pour en faire

ils semblent suivre nos traces avec inquiétude... Napoléon en s'éloignant emporte donc l'espoir d'attirer les alliés dans un nouveau système d'opérations; il ne perd pas de vue la rive gauche de la Seine. Mais les traitres appellent les alliés à Paris, et dissipent leurs craintes. Ils s'avancent sur la Capitale, n'ayant plus devant eux que des fuyards... Napoléon remonte à cheval, s'éloigne de Vitry et fait rentrer tout son monde dans Saint-Dizier. Il s'enferme dans son cabinet, et passe la nuit du 27 au 28 sur ses cartes. — Si les alliés profitent de leurs avantages en marchant sur Paris, il nous reste à profiter des nôtres : nous sommes maîtres de nos mouvemens; rien ne nous empêche plus de rallier les garnisons, de fermer les routes et de faire payer cher l'audace avec laquelle cette foule d'étrangers s'aventure au cœur de nos provinces... Que la capitale suive ses destinées, mais que l'ennemi y trouve son tombeau. Depuis l'ouverture de la campagne, on n'a cessé de prévoir cette extrémité. Napoléon a fait tous ses efforts pour se familiariser avec les résolutions qu'elle comporte; ses plans sont faits en conséquence; il n'y a plus qu'à persister... Cependant, au moment d'agir, tout change, la considération des dangers de Paris l'emporte : On fatiguait continuellement Napoléon de ce tableau. Devenu malheureux, il craint de paraître dur et absolu; il cède, et tout ce qui lui reste de ressources est sacrifié au salut de la capitale !

» Le 30 mars vers dix heures du soir Napoléon n'est plus qu'à cinq lieues de Paris. Dans la soirée la capitulation n'était pas encore signée : il arrive quelques heures trop tard ! » Extrait du man. de 1814, du B. Fain.

Ainsi Napoléon qui vient de renoncer, à regret, à ce plan digne d'être comparé à celui de Scipion l'Africain, arrive pour sauver Paris que l'intrigue avait déjà livré aux alliés; ainsi la trahison déjoua cette conception hardie, tant admirée des grands capitaines et que l'histoire impartiale consignera dans ses annales

les honneurs aux alliés..... Quant à la possibilité d'une régence, écoutons M. de Beauchamp. « Le duc de Vicence n'avait rien négligé pour faire prévaloir la régence...; l'empereur Alexandre paraissait ébranlé... Schwartzenberg s'était refusé à faire marcher sur Fontainebleau.... L'Autriche inclinait pour la régence... Malgré la déchéance, la régence pouvait encore prévaloir, sept jours après l'entrée des alliés à Paris. »

Page 80, ligne 9. « On obtint de l'empereur Alexandre que cette déclaration, qui devait fixer l'opinion de Paris, fût rendue publique : deux heures après, elle couvrait les murs de la capitale par les soins de MM. Michaud qui se trouvaient dans les appartemens voisins de la salle du conseil. » De Pradt, *Récit historique sur la restauration*, page 70. Nous venons de voir, dans la note précédente, que cette déclaration ne préjugeait rien, et que six jours après les alliés n'étaient pas encore éloignés de reconnaître la régence.

Page 83, ligne 20. Ce décret, émanant du corps qui tenait tous ses pouvoirs de Napoléon, et rédigé sous la protection des baïonnettes étrangères, pouvait-il avoir aux yeux des Français ce caractère de sainteté que l'on exige des lois et des déclarations solennelles? D'ailleurs, le sénat donna bientôt la mesure de son patriotisme par son projet de constitution, où il laissa naïvement percer l'égoïsme le plus abject et le plus révoltant. Ces sénateurs, muets pendant dix ans, voulaient alors exploiter la restauration à leur profit particulier.

Page 98, ligne 2. « Eh bien, puisqu'il faut renoncer à défendre plus long-temps la France, s'écrie alors Napoléon, l'Italie ne m'offre-t-elle pas encore une retraite digne de moi? Veut-on m'y suivre encore une fois? Marchons vers les Alpes! » Il dit et cette proposition n'est suivie que d'un profond silence. Ah! si dans ce moment Napoléon indigné fût

passé brusquement de son salon dans la salle des officiers secondaires, il y aurait trouvé une jeunesse empressée à lui répondre! Quelques pas encore, et il aurait été salué au bas de ses escaliers par les acclamations de tous ses soldats. (Fain, *Manuscrit de 1814*).

Page 99, ligne 19. « Napoléon voudrait adjoindre au duc de Vicence et au prince de la Moscowa le duc de Raguse; c'est le plus ancien des compagnons d'armes qui lui restent, et dans une circonstance aussi grave, où les derniers intérêts de sa famille vont être décidés, il croit avoir besoin de s'appuyer sur le dévouement de son vieil aide-de-camp. » (Fain, *Manuscrit de 1814*). La confiance de Napoléon était donc l'erreur d'une belle ame qui croit à l'amitié et à la puissance des bienfaits.

Page 103, ligne 15. Un procès récent, où le scandale n'a pas été épargné, a révélé que le maréchal Marmont touche par an une pension de quarante mille francs de l'Autriche. C'est sans doute le prix des bons et loyaux services qu'il rendit à la coalition par le traité de Chevilly. Sa conduite en cette circonstance décida des destinées de la France et de son chef, de ce chef qui, comme nous l'avons vu plus haut, voulait remettre entre les mains de son ancien aide-de-camp la défense de ses intérêts les plus chers.

Page 104, ligne 6. Le duc de Raguse, qui avait déserté son poste, vint à Paris pour traiter avec l'ennemi; et ses troupes mises en mouvement par des ordres inconnus, traversèrent les cantonnemens des Russes, et laissèrent Fontainebleau à découvert.

Page 106, ligne 19. Les soldats voulaient rester fidèles à leurs sermens: ils ne soupçonnaient pas encore la trahison du duc de Raguse. Lorsqu'il devint impossible de s'y méprendre, ils firent tout ce qui était en leur pouvoir pour ne pas se souiller du même déshonneur.

Page 107, avant-dernière ligne. La prédiction de Napoléon n'est-elle pas déjà jusqu'à un certain point ac-

complie? Les affaires du maréchal sont très-dérangées; ses spéculations industrielles achèvent de ruiner sa fortune. Quant à son honneur, il est miné depuis 1814, par la conduite qu'il tint à cette époque. Tout le monde sait qu'il était devenu alors proverbial dans les salons de Paris de dire: *vous me ragusez*, pour *vous me trompez*. Le Temps, ce vengeur lent, comme l'appelle Sophocle, a devancé son cours ordinaire pour accabler du poids du mépris un soldat brave et instruit, mais ingrat et infidèle.

Page 108, dernière ligne. Napoléon avait été bien loin de montrer à l'époque de son abdication l'égoïsme que lui reproche sir Walter. Il s'était occupé des intérêts de sa famille et de ceux de ses fidèles serviteurs, sans songer à lui-même. Alexandre ne put s'empêcher de témoigner son étonnement de la noblesse de cette conduite.

Page 111, dernière ligne. Napoléon était encore bien redoutable, au moment de son abdication: les alliés, que la peur seule rendit généreux, n'osèrent lui refuser cette souveraineté *lilliputienn*e, comme l'appelle sir Walter, compatriote de l'ingénieur auteur des Voyages de Gulliver.

Page 113, ligne 9. Voyez la note que nous avons donnée sur cet homme respectable, dans le tome III, page 245. Le général La Harpe est suisse, du canton de Vaud. La France ne peut réclamer l'honneur de lui avoir donné le jour.

Page 115, ligne 1^{re}. Les plénipotentiaires anglais lord Aberdeen, lord Cathcart et sir Charles Stewart, qui avaient assisté aux conférences de Francfort et aux négociations de Châtillon, n'avaient pas montré la même délicatesse, ni témoigné la moindre répugnance de reconnaître Napoléon comme empereur. Il est vrai qu'alors il était encore puissant et à la tête d'armées nombreuses et dévouées.

Page 115, avant-dernière ligne. « Il n'était plus au pouvoir du duc de Vicence de rendre ce papier;

les affaires étaient trop avancées. L'abdication, servant de base à la négociation, avait été la première pièce communiquée aux alliés. Elle était devenue publique, on l'avait insérée dans les journaux. » (Fain, *Manuscrit de 1814*).

Page 117, à la note. La condition de Roustan ne tenait en rien de la servitude : l'empereur l'avait toujours traité avec bonté et générosité. Comblé des grâces de son maître, il suivit l'exemple général.

Page 118, ligne 21. Le comte Schouvalow était aide-de-camp général de l'empereur Alexandre, et non ministre autrichien. Il se présenta le 8 avril à Blois en qualité de commissaire des puissances coalisées; et le baron de Saint-Aignan qui l'accompagnait, avait reçu la même mission du gouvernement provisoire.

Page 120, ligne 25. Un grand homme, trahi par le sort, sait mépriser les lâches insultés de ceux qui, suivant l'heureuse expression de Madame de Staël, volent toujours au secours des vainqueurs. Un héros malheureux se rappelle que le *Væ victis* a été de tout temps la devise de ceux que la fortune a rarement accoutumés à ses faveurs.

Page 121, ligne 28. Il y a ici une légère inexactitude : il ne paraît pas, d'après le récit du baron Fain, que Napoléon ait pris aucun remède pendant cette nuit d'angoisses. Dans la matinée du 13, il se leva et s'habilla comme à l'ordinaire. On peut, sans trop de scepticisme, révoquer en doute cette histoire d'empoisonnement, que M. Fain ne rapporte que sous la forme d'un *on dit*. Les faits que nous avons cités dans la note, page 240, tome IV, et la vie entière de Napoléon, déposent de son mépris constant pour le suicide.

Page 129, ligne 2. « On a dit qu'Augereau, lorsque je le rencontrai, m'avait couvert d'injures... on a menti : aucun de mes généraux n'aurait osé oublier devant moi ce qu'il me devait. Si j'avais connu la proclamation d'Augereau, je l'aurais chassé de ma

présence ; il n'y a que les lâches qui insultent au malheur. Sa proclamation, qu'on prétend que j'avais dans ma poche, ne me fut connue qu'après notre entrevue. Ce fut le général Koller qui me la montra... » Paroles de Napoléon rapportées par M. Fleury de Chaboulon dans son curieux ouvrage sur les cent jours. Cette citation nous dispense de discuter en détail l'inconvenance et l'injustice de la prétendue conversation d'Augereau avec son ancien bienfaiteur.

Page 130, dernière ligne. C'est cependant le même peuple qui reçut avec le plus vif enthousiasme Napoléon, lors de son étonnant retour en 1815. Cette contradiction apparente s'explique par la mobilité des opinions méridionales ; et surtout par les craintes qu'avaient fait naître les invariables ministres de Louis XVIII, pendant les onze mois de leur funeste administration.

Page 132, à la note. Cet ouvrage, dont tous les détails ne sont pas conformes à ceux que donnent d'autres écrivains, a été composé sous l'influence des passions du moment. Ce n'est pas dans de semblables pamphlets que l'historien doit puiser ses matériaux.

Page 134, ligne 13. Le traducteur méticuleux avait fait ici une omission que nous nous sommes efforcés de réparer. Le texte anglais porte *poor devils*, pauvres diables ; et non pas *les Bourbons sont pauvres*, comme on lit dans les éditions françaises de Paris et de Bruxelles.

Page 138, dernière ligne. Voyez l'Énéide, livre X, vers 174.

Ihva, qui des métaux est la mère féconde,
Ihva, qui pour ceinture a l'empire de l'onde.

(Traduction de DELILLE).

Nous croyons devoir noter en passant une particularité remarquable dans l'histoire de Pile d'Elbe. Ce ne fut pas alors pour la première fois qu'elle servit d'asile à un roi détrôné. Plusieurs écrivains rapportent qu'Anysis l'aveugle, roi de la Haute-Égypte se réfugia

dans l'île d'Elbe 734 ans avant la naissance de J. C., ayant été chassé de ses États la seconde année de son règne par Sabacon. Anysis vécut dans cette île cinquante ans, fut rappelé au trône après la mort de Sabacon, qu'il suivit de près au tombeau.

Page 147, ligne 29. Nous croyons que l'auteur veut parler ici de la jeune et belle comtesse Valeska, qui épousa en 1816 le général comte Ornano, et qui mourut peu de temps après à la fleur de son âge.

Page 148, ligne 4. « On a beaucoup parlé du goût passionné que Napoléon avait pour les femmes. Ce qu'il y a de certain, c'est que le jeune homme qui débute dans le monde et qui craint à chaque instant de voir trahir son premier secret, a moins de réserve sur ce point que n'en avait Napoléon. Je pense que ses passagères inclinations ont été singulièrement exagérées. » (Extrait de Bausset, *Mémoires anecdotiques*, tome II, chapitre XIX.)

Page 155, ligne 3. Dans les notes des volumes précédens nous avons discuté et réduit, à ce que nous croyons, à leur juste valeur ces différens chefs d'accusation, sur lesquels il est inutile de revenir ici.

Page 157, ligne 2. Si les Bourbons avaient satisfait aux obligations que leur imposait le traité de Fontainebleau, Napoléon n'aurait pas été forcé de recourir à ces expédiens. Ses embarras pécuniaires lui inspirèrent peut-être la première idée d'aller ressaisir sa couronne. Les conseillers des Bourbons étaient alors animés

.... de cet esprit d'imprudence et d'erreur,
De la chute des rois funeste avant-coureur.

Page 167, ligne 11. Nous croyons avoir prouvé dans une note du tome III, page 245, que ces chefs-d'œuvre des arts étaient une conquête légitime, qui ne pouvait être ravie par une spoliation brutale, comme celle qui eut lieu en 1815, lorsque le duc de Wellington se vanta d'avoir donné *une grande leçon de morale* aux Français.

Page 172, ligne 1^{re}. « Dupont, chargé du département de la guerre, avait dû ce poste éminent au mérite d'avoir été proscrit par l'empereur; car, alors, on appela proscription le châtiment modéré, l'exil qui fut imposé pour avoir méconnu son souverain, et conduit honteusement sous le joug les légions qui lui avaient été confiées. Faible, indolent, irrésolu, dénué de toute espèce de caractère, de moyens, il n'eut jamais ni l'ambition, ni le talent d'être un seul jour le ministre de la nation et du roi. Il ne fut et ne pouvait être que le ministre complaisant de la cour et des courtisans en crédit. » Ce passage extrait de Fleury de Chaboulon servira de complément à la note sur Dupont, qui se trouve dans le tome VIII, page 208.

Page 179, dernière ligne. Les bornes d'une note ne nous permettent pas d'entrer dans le détail des fautes nombreuses commises par le gouvernement des Bourbons, et qui furent les seules causes du retour inattendu de Napoléon. Nous renvoyons avec confiance le lecteur au célèbre Mémoire de Carnot et aux premières pages de l'ouvrage de M. Fleury de Chaboulon. Cet auteur y a prouvé jusqu'à l'évidence, comme il le dit lui-même dans son introduction, « que l'insurrection du 20 mars ne fut pas l'ouvrage de quelques factieux qu'on aurait pu réprimer, mais un grand acte national contre lequel serait venu se briser les efforts des volontés particulières; que ces royalistes ne furent point des lâches, et les autres Français des traîtres; enfin, que le retour de l'île d'Elbe fut la terrible conséquence des fautes des ministres et des *ultra* qui appelèrent sur la France l'homme du destin, comme le fer provocateur appelle la foudre. »

Page 182, ligne 30. C'était de sa famille même que le roi éprouvait les plus grands obstacles. L'influence occulte du pavillon Marsan, de cette *camarilla* du

comte d'Artois et de sa famille, paralysa souvent les bonnes intentions de Louis XVIII. MM. de Vitrolles, Fitz-James, de Polignac, confidens intimes du prince, firent à cette époque un mal irréparable à la France, qu'ils ne comprenaient pas.

Page 183, ligne 18. L'auteur, accoutumé aux sinécures et aux gros traitemens de son pays, s'étonne de la modicité des appointemens des curés ; mais il a sans doute voulu parler des vicaires, que les Anglais appellent *curate*. Car le 66^e article organique du concordat de 1801 portait le traitement des curés de première classe à 1,500 francs, et celui des curés de seconde classe à 1,000 francs. D'ailleurs, les curés, les desservans et les vicaires jouissent d'un casuel quelquefois très-considérable.

Page 185, ligne 29. On fut justement irrité non des récompenses accordées aux braves Vendéens ; mais des honneurs, des titres, des pensions que l'on décerna à des chefs de chouans, c'est-à-dire à ceux qui avaient pillé les diligences, dévalisé indistinctement tous les voyageurs, et porté partout la flamme et la désolation.

Page 197, dernière ligne. « On avait annoncé que Louis régnerait en personne ; et autant les Français sont heureux et empressés d'obéir à la voix de leur souverain, autant ils éprouvent de répugnance à se soumettre aux ordres de ses favoris. Quelle ne fut donc point la consternation générale, lorsqu'on apprit que Louis, affaibli par une maladie opinâtre et douloureuse, avait laissé tomber les rênes du gouvernement dans les mains de M. de Blacas ! et combien cette consternation ne s'accrut-elle pas encore, quand on sut quels étaient les projets, et le funeste ascendant de ce ministre ! » (Fleury de Chaboulon, tome premier.)

Page 199, ligne 23. On sait aujourd'hui à quoi s'est réduite la fameuse indemnité annoncée si pompeusement. Elle a été exploitée presque tout entière au profit de quelques grandes familles, ou d'avidés

courtisans. Les véritables victimes de la révolution se sont trouvées exclues des bienfaits d'une loi que l'on disait destinée à fermer l'abîme de la révolution.

Page 204, ligne 17. *Cupidi novarum rerum*. Avides de nouveautés ; expression de Salluste dans la conjuration de Catilina, chapitre XXVIII.

Page 205, ligne 6. Si l'auteur n'était pas si attaché à la dynastie des Bourbons, on croirait que cette citation de Shakspeare renferme une allusion mordante. En effet, les Bourbons avaient donné l'exemple, en encourageant, en payant les auteurs des pamphlets les plus absurdes et les plus inconvenans contre Napoléon. Ces princes n'avaient guère alors le droit de pouvoir se plaindre de la liberté de la presse, de cette arme à deux tranchans.

Page 206, ligne 16. On peut rendre ainsi ce vers latin ; il refuse de te survivre, et toi tu ne peux exister après sa destruction.

Page 210, ligne 15. L'opinion de l'auteur sur Carnot est extrêmement sévère, nous dirons même injuste. L'Aristide, le Fabius français restera dans l'histoire comme l'un des plus beaux caractères des temps modernes. Il n'avait pas reçu, comme dit l'auteur, de faveurs particulières des Bourbons : il avait seulement été maintenu dans son grade et dans ses honneurs.

Page 213, ligne 11. Tous ces reproches n'étaient malheureusement que trop fondés, et appuyés sur des faits de notoriété publique. Écoutons Fleury de Chaboulon. « Les premiers pas du gouvernement avaient été marqués par des fautes et des infractions à la foi promise. On avait octroyé à la France, en vertu du libre exercice de l'autorité royale, une *ordonnance de réformation*, au lieu de la *constitution* que l'on s'était engagé à recevoir du sénat et à accepter. On avait préféré la cocarde blanche souillée du sang français, à la cocarde tricolore portée par Louis XVI et illustrée par nos armées. On avait appelé le monarque Louis XVIII, et daté ses actes de la dix-neuvième

année de son règne, ce qui constituait la nation en état de rébellion depuis vingt-cinq ans. On avait dédaigné de devoir la couronne aux suffrages des Français, et l'on en avait fait hommage au prince régent et à la grâce de Dieu. »

Page 216, ligne 27. Louis XVIII avait cependant autrefois porté la cocarde tricolore : il en était décoré lorsque le 26 décembre 1789, il se rendit à l'hôtel de ville pour désavouer les bruits qui circulaient sur ses relations avec le marquis de Favras.

Page 220, ligne 18. Napoléon s'était lui-même posé la couronne sur la tête, pour ne pas reconnaître la suprématie du pontife romain. D'ailleurs il était l'élu de la nation, « et le gouvernement impérial, comme dit M. de Chaboulon, quelque soit le despotisme réel ou prétendu qu'on lui attribue, n'avait jamais cessé d'être national, tandis que celui des Bourbons ne l'était point et ne tendait nullement à le devenir. »

Page 225, ligne 15. La duchesse de Bassano et la duchesse de Montebello, célèbres par les grâces de leur esprit et la beauté de leur caractère, ne sont nullement regardées à Paris comme des femmes *in-trigantes*. L'accusation du noble étranger est tout au moins inconvenante.

Page 226, ligne 24. L'auteur, mal informé sans doute, calomnie encore ici gratuitement un des plus respectables fabricans de l'Europe. M. Richard Lenoir n'a jamais aspiré à devenir un second Santerre : sa fille n'a pas épousé le général Lefebvre-Desnouettes, mais le frère de cet officier supérieur.

Page 227, ligne 11. M. Daudré n'appartenait pas à une famille de finance : il était conseiller au parlement d'Aix, lorsqu'il fut député par la noblesse de la sénéchaussée de cette ville aux états-généraux.

Page 230, ligne 6. L'auteur qui semble ici ne vouloir pas accorder à la fortune la part immense qu'elle réclame toujours dans les grandes luttes militaires, s'applaudit, comme le feu duc de Richelieu,

de ce que cette immortelle armée a été *décimée* dans les champs de Waterloo. Ce sentiment de satisfaction, même dans la bouche d'un ennemi momentanément victorieux, n'est ni chrétien ni philosophique.

Page 233, ligne 31. Nous voyons dans l'ouvrage de Fleury de Chaboulon, que Napoléon se déterminait à tenter son hardi coup de main, lorsqu'il eût reçu à l'île d'Elbe la visite d'un partisan dévoué, nommé Z, mais qui n'est autre que M. Fleury lui-même. Nous renvoyons pour les détails à son intéressant ouvrage.

Page 235, ligne 12. Les notes précédentes ont assez prouvé que Napoléon n'avait été éloigné du trône que par la trahison habilement organisée pour y rappeler les princes de la maison de Bourbon.

Page 236, ligne 20. Labédoyère ne devait aucune reconnaissance à Louis XVIII, puisqu'il dut vendre une partie de son patrimoine pour obtenir son grade. Cet infortuné jeune homme, mis à mort à l'âge de 29 ans, ne peut pas être considéré comme un des Séides qui se dévouaient par fanatisme à la cause de Napoléon. Le noble langage qu'il lui tint annonce qu'il n'embrassa sa cause que parce qu'il la croyait inséparable de celle de la patrie. La réponse de Napoléon fut digne des sentimens patriotiques de cette première victime de la réaction de 1815. (Voyez Fleury de Chaboulon).

En vain l'épouse éplorée de ce brave officier vient se jeter aux genoux de Louis, il la repousse avec dureté ; le fruit qu'elle porte dans son sein ne peut exciter la pitié qu'elle réclame ; elle tombe sans connaissance aux pieds de celui qui a prononcé l'arrêt irrévocable de son époux.

Que l'on compare cet acte de Louis XVIII avec la clémence de Napoléon, dans une occasion semblable, lorsqu'à la prière de la princesse de Hatzfeld, il lui accorda la vie de son époux. Cette princesse, enceinte de plus de huit mois, s'évanouissait à chaque mot qui lui montrait combien le prince était coupable. Napoléon attendri jusqu'aux larmes, lui dit d'un ton très-ému :

« Eh bien ! madame, vous tenez la lettre, jetez-la au feu : cette pièce anéantie, je n'aurai plus de preuves pour faire condamner votre mari. » La princesse jeta la lettre dans les flammes, et son époux fut rendu à la liberté !

La mort ayant placé Napoléon et Louis dans le domaine de l'histoire, ce parallèle doit nous être permis. Nous cherchons à défendre le malheur ; c'est le plus doux, le plus sacré des devoirs.

Page 237, ligne 18. Napoléon ne fut reçu nulle part avec plus d'enthousiasme qu'à Grenoble. Les portes furent enfoncées ; et les habitants, au son des fanfares, vinrent lui en apporter les débris : « A défaut des clefs de la bonne ville de Grenoble, lui dirent-ils, tiens, voilà les portes. »

Page 241, ligne 5. « Napoléon, dit M. de Chaboulon, confia à la garde nationale la garde de sa personne et la surveillance intérieure de son palais. Il ne voulut point accepter les services des gardes à cheval. « Nos institutions, leur dit-il, ne reconnaissent point de gardes nationales à cheval ; d'ailleurs vous vous êtes si mal conduits avec le comte d'Artois que je ne veux point de vous. » Napoléon récompensa le seul Lyonnais qui avait accompagné son ennemi malheureux.

Page 244, ligne 29. Nous rappelons au lecteur que le mot anglais *adventurer* présente un sens beaucoup moins odieux que le mot français *aventurier*. C'est ainsi que sir Walter appelle Charles-Édouard dans *Waverley*.

Page 246, ligne 7. « Un seul et dernier espoir restait au gouvernement : c'était (je n'ose le dire) que Napoléon serait assassiné ! les mêmes hommes qui avaient prêché la guerre civile, et déclaré qu'il serait honteux de ne pas la voir, souillèrent les murs de Paris de provocations au meurtre et de louanges fanatiques données d'avance aux meurtriers. Des émissaires répandus dans les groupes cherchaient à mettre le poi-

gnard à la main à de nouveaux Jacques Clément. Un acte public avait proscrit Napoléon ; un prix fut offert publiquement à celui qui apporterait sa tête. Cet appel au crime fut répété par des hommes qui avaient sans cesse à la bouche les mots sacrés de morale, d'humanité et de religion. » (Fleury de Chaboulon, tome 1^{er}.)

Page 251, ligne 16. « Le roi se rendit à la chambre des députés, dans l'espoir d'affermir leur dévouement, et de dissiper, par un serment solennel, les doutes que ses ministres avaient fait concevoir sur son attachement à la charte et son intention de la conserver. Le serment prononcé par le roi fut immédiatement répété par le comte d'Artois qui, jusqu'alors, s'en était abstenu. » Nous jurons, dit-il, sur l'honneur, moi et ma famille, de vivre et mourir fidèles à notre roi et à la charte constitutionnelle qui assure le bonheur des Français. » Mais ces protestations tardives ne pouvaient réparer le mal qu'avait fait aux Bourbons et à leur cause, la conduite déloyale du gouvernement. » (Fleury de Chaboulon, tome 1^{er}.)

Page 255, ligne 30. « Napoléon, retardé par la foule amoncelée sur son passage, et par les félicitations des troupes et des généraux accourus au-devant de lui, ne put arriver qu'à neuf heures du soir. Aussitôt qu'il eut mis pied à terre, on se précipita sur lui ; mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe. Rien n'était plus touchant que la réunion confuse de cette foule d'officiers, de généraux qui s'étaient précipités, dans les appartemens des Tuileries, sur les pas de Napoléon. Les salles du palais semblaient métamorphosées en un champ de bataille, où des amis, des frères échappés impunément à la mort, se retrouvent et s'embrassent après la victoire. » (Fleury de Chaboulon.)

Page 257, dernière ligne. *Ibi omnis effusus labor.*
— Tant de travail fut perdu.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DOUZIÈME.



CHAPITRE LXXV, page 1.

Embarras de Bonaparte. — Il marche contre Blücher, qui est en possession de Soissons. — Il attaque cette ville sans succès. — Bataille de Craonne, le 7 mars 1814, sans résultat décisif. — Blücher se retire sur Laon. — Bataille de Laon, le 9. — Napoléon est forcé de se retirer le 11 avec grande perte. — Il attaque Reims, que les Russes évacuent. — Défaite à Bar-sur-Aube des divisions françaises commandées par Oudinot et Gérard, qui, de même que Macdonald, sont forcés à battre en retraite sur la grande route de Paris. — Schwartzemberg désire se retirer derrière l'Aube. — L'empereur Alexandre et lord Castlereagh s'opposent à cette mesure, et l'on se décide à marcher sur Paris. — Napoléon occupe Arcis. — Bataille d'Arcis, le 20. — Napoléon est joint, pendant la nuit qui suit la bataille, par Macdonald, Oudinot et Gérard. — Cependant il se met en retraite sur les deux rives de l'Aube, avec peu de perte.

CHAPITRE LXXVI, page 21.

Plans de Bonaparte dans sa position difficile. — Questions militaires et politiques relativement à Paris. — Napoléon se décide à passer derrière la frontière orientale, et traverse la Marne le 22 mars. — Coup d'œil sur les événemens qui avaient eu lieu dans les environs de Lyon, etc. — Marche des alliés sur Paris. — Défaites des Français de différens côtés. — Marmont et Mortier avec leurs troupes découragées et désorganisées, font leur retraite sous les murs de Paris. — Jusqu'à quel point Paris est susceptible d'être défendu. — Efforts de Joseph Bonaparte. — L'impératrice Marie-Louise et les autorités civiles du gou-

TABLE DES MATIÈRES.

279

vernement quittent la capitale. — Attaque de Paris le 30, et défaite complète des Français. — Demande d'une trêve; elle est accordée. — Joseph Bonaparte fuit avec toute sa suite.

CHAPITRE LXXVII, page 54.

État des partis dans Paris. — Royalistes. — Révolutionnaires. — Bonapartistes. — Talleyrand : — ses plans et ses vues. — Châteaubriand : — influence de son éloquence en faveur des royalistes. — Mission des royalistes aux souverains alliés : — leur réponse. — Efforts des bonapartistes. — Sentimens des plus basses classes de Paris : — des classes mitoyennes. — Force et confiance croissante des royalistes. — Ils distribuent des proclamations et des cocardes blanches. — Foule qui s'assemble sur les boulevards pour voir entrer les alliés. — Instabilité du caractère français. — Les alliés sont reçus avec des acclamations de joie. — Leur armée prend ses quartiers, et les cosaques bivouaquent dans les Champs-Élysées.

CHAPITRE LXXVIII, page 68.

Craintes des Parisiens. — Napoléon apprend la dissolution du congrès de Châtillon. — Opérations de la cavalerie française en arrière des alliés. — Prise du baron autrichien Waessemberg. — L'empereur d'Autriche est presque surpris. — Napoléon marche à la hâte sur Paris, et arrive à Troyes dans la nuit du 29 mars 1814. — Opinion de Macdonald sur la possibilité de secourir Paris. — Napoléon quitte Troyes le 30, et rencontre à quelques milles de Paris, Belliard en pleine retraite. — Leur conversation. — Il prend la résolution de se rendre à Paris, mais il s'en laisse enfin dissuader. — Il dépêche Caulaincourt à Paris pour y recevoir les conditions des souverains alliés. — Il retourne lui-même à Fontainebleau.

CHAPITRE LXXIX, page 78.

Les souverains alliés annoncent par une proclamation

qu'ils ne traiteront pas avec Bonaparte. — Le Sénat Conservateur nomme un gouvernement provisoire, et rend un décret prononçant la déchéance de Napoléon. — Ce décret est sanctionné par des déclarations de toutes les autorités constituées de Paris. — Discussion sur la légalité de ces actes. — Sentimens des classes inférieures et du militaire à l'égard de Napoléon. — Le 4 avril, Bonaparte signe son abdication du trône de France. — Agitation qu'il éprouve ensuite, et désir qu'il montre de continuer la guerre. — L'acte d'abdication est définitivement envoyé.

CHAPITRE LXXX, page 101.

Victor et d'autres maréchaux français reconnaissent le gouvernement provisoire. — Marmont fait une convention séparée, mais il assiste aux conférences tenues à Paris, laissant à Souham le commandement en second de son armée. — Les maréchaux ont une entrevue avec l'empereur Alexandre. — Souham entre avec son armée dans les lignes des alliés; en conséquence, les souverains alliés insistent sur l'abdication pure et simple de Napoléon. — Sa conduite en apprenant ce résultat. — Répugnance avec laquelle il y donne son acquiescement. — Conditions qui lui sont accordées. — Considérations politiques. — Désapprobation de lord Castlereagh. — L'impératrice Marie-Louise retourne sous la protection de son père. — Mort de Joséphine. — Singulier récit fait par le baron Fain, secrétaire de Napoléon, de la tentative faite par l'empereur pour se donner la mort. — Il montre ensuite plus de résignation. — Ses vues sur la politique que doivent adopter les Bourbons, comme ses successeurs. — Il quitte Fontainebleau et part pour l'île d'Elbe le 28 avril.

CHAPITRE LXXXI, page 126.

Commissaires nommés pour escorter Napoléon. — Il quitte Fontainebleau le 20 avril 1814. — Son entrevue avec Augereau à Valence. — Expression du méconten-

tement public à l'égard de Napoléon dans le midi de la France. — Craintes pour sa sûreté personnelle. — Son agitation, ses alarmes. — Précautions qu'il prend. — Il arrive à Fréjus et s'embarque à bord de *l'Intrépide* avec les commissaires anglais et autrichien. — Il arrive à l'île d'Elbe le 4 mai, et débarque à Porto-Ferrajo.

CHAPITRE LXXXII, page 138.

L'île d'Elbe. — Manière de vivre et occupations de Napoléon. — Effet produit par sa résidence à l'île d'Elbe sur le royaume d'Italie, qui en est voisin. — Il reçoit la visite de sa mère, de la princesse Pauline et d'une dame polonaise. — Sir Niel Campbell seul commissaire laissé à l'île d'Elbe. — Conversations de Napoléon sur l'état de l'Europe. — Difficultés pécuniaires qu'il éprouve, et ses craintes d'être assassiné. — Son impatience au milieu de ces sujets de plaintes. — Bigarrure de sa cour. — Il se renferme dans sa dignité pour n'avoir aucune liaison avec sir Niel Campbell. — Symptômes d'une crise prochaine. — Une partie de la vieille garde est licenciée et renvoyée en France. — Napoléon s'échappe de l'île d'Elbe. — Sir Niel Campbell le poursuit inutilement.

CHAPITRE LXXXIII, page 164.

Coup d'œil en arrière. — La restauration des Bourbons déplaît aux soldats, mais est agréable au peuple. — Conditions favorables à la France accordées par les alliés. — On est mécontent de la manière dont la Charte est octroyée. — Autres causes de mécontentement. — Crainte qu'on ne reprenne les biens du clergé et ceux de la couronne. — Résurrection de la faction des jacobins. — Motion en faveur des prétentions des émigrés dans la chambre des députés. — Proposition du maréchal Macdonald. — Embarras dans les finances. — Restrictions imposées à la liberté de la presse. — Réflexions à ce sujet.

CHAPITRE LXXXIV, *page* 209.

Mémoire de Carnot sur les affaires publiques. — Fouché échoue dans ses efforts pour obtenir la faveur du roi, et s'unit aux jacobins. — Divers projets de ce parti, qui finit par se joindre aux Bonapartistes. — Commencement d'intrigues actives. — Congrès de Vienne. — Murat, alarmé de ce qui s'y passe, entre en communication avec Napoléon. — Plans des conspirateurs. — Bonaparte s'échappe de l'île d'Elbe. — Il débarque à Cannes et pénètre en France le 1^{er} mars 1815. — Trois mille hommes de troupes se joignent à lui à Grenoble. — Il s'arrête à Lyon, nomme un ministère, et rend plusieurs décrets. — Consternation du gouvernement royal. — Intrigues de Fouché. — Trahison de Ney. — Révolte de l'armée des Bourbons, à Melun. — Le roi quitte Paris, et Bonaparte y arrive le 20 mars. — Accueil qu'il y reçoit.

Notes nouvelles, ajoutées à celles de l'édition originale, page 258